La Suisse vue de l'extérieur

Autor(en): **Maurisse, Marie**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **42 (2015)**

Heft 5

PDF erstellt am: **30.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-912095

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

La Suisse vue de l'extérieur

Alors que la campagne électorale en Suisse bat son plein, les candidats et les partis multiplient les promesses pour l'avenir. Cette période devrait toutefois être l'occasion de tirer un bilan des années passées. C'est pourquoi nous avons demandé à deux observatrices, correspondantes pour les grands journaux étrangers «Le Monde» et la «Süddeutsche Zeitung», de présenter la politique suisse et la campagne électorale aux Suisses de l'étranger.

Une Suisse tiraillée entre ouverture et protectionnisme

La dernière législature est marquée par la volonté du pays de s'affranchir de la crise européenne... sans y parvenir. Le même enjeu guidera les prochaines élections fédérales.

MARIE MAURISSE, CORRESPONDANTE EN SUISSE DU JOURNAL «LE MONDE»

Ces quatre dernières années, la Suisse les a passées en équilibre sur un fil. D'un côté, il s'agissait de ne pas se laisser contaminer par la crise qui secoue l'Union européenne à tous les niveaux – économique et politique. De l'autre, il fallait continuer à soutenir la croissance helvétique, qui dépend fortement des échanges commerciaux et de main-d'œuvre avec les États voisins. Trois événements majeurs ont démontré la difficulté du pays à maintenir ce délicat équilibre.

Le 9 février 2014, les électeurs plébiscitaient le retour des quotas à l'immigration en disant « oui » à l'initiative populaire portée par l'Union démocratique du centre (UDC), premier parti du pays. Le résultat est un coup de tonnerre politique et surtout un casse-tête pour le Conseil fédéral. Les velléités autarciques du peuple helvétique se heurtent de plein fouet à la réalité de la Suisse dont les entreprises ont cruellement besoin des travailleurs étrangers pour fonctionner. Est-ce la politique qui dicte la marche de l'économie, ou bien l'inverse? Le Conseil fédéral doit trouver sa voie, mais le comité Rasa voudrait que le peuple revote. Les prochains mois seront décisifs.

Fin du taux plancher et du secret bancaire

L'autre marqueur du basculement de la Suisse entre autonomie et dépendance est la décision de la Banque nationale suisse (BNS), le 15 janvier dernier, d'abandonner le taux plancher mis en place en 2011 afin d'enrayer l'appréciation du franc suisse. Pour le président de la BNS Thomas Jordan, il est désormais trop coûteux de maintenir artificiellement la devise à des niveaux raisonnables. Les entreprises doivent se débrouiller toutes seules pour continuer à être compétitives malgré le franc fort. Les PME suisses et l'industrie du tourisme tirent la langue et la banque centrale est mise sous pression. Mais qu'elle le veuille ou non, la Suisse n'est pas un îlot au cœur de l'Europe et son PIB est fortement influencé par la crise de l'euro.

D'ailleurs, le pays ne veut plus faire cavalier seul. C'est le dernier point de cette démonstration: le 27 avril dernier, Berne signait un accord sur l'échange automatique d'informations avec l'Union européenne qui mettra fin de facto, dès 2017, au secret bancaire. Là encore, c'est une spécialité helvétique qui disparaît au profit d'un système globalisé de transparence des flux bancaires. Cette évolution ne se limitera pas aux clients étrangers qui ont des comptes en Suisse: pour les experts, nul doute que les Suisses eux-mêmes renonceront bientôt au secret bancaire. A moins que l'initiative populaire intitulée « Oui à la protection de la sphère privée », qui devrait passer dans les urnes d'ici quelques mois, ne soit acceptée par le peuple.

Politique suisse sous influence européenne

Entre ouverture et protectionnisme, le cœur de la Suisse balance. Pour Antoine Chollet, politologue à l'Université de Lausanne, l'UDC a gagné une bataille symbolique: l'Union européenne a de moins en moins de crédit aux yeux des Suisses et l'idée d'adhésion a complètement disparu des programmes des partis helvétiques. «Pour autant, la politique suisse reste hautement influencée par l'Europe, pense cet expert, auteur de l'ouvrage «Défendre la démocratie directe»: selon lui, «la fin du taux plancher et la votation du 9 février sont deux décisions souveraines, dont les conséquences montrent à quel point nous sommes dépendants des pays qui nous entourent». Le score de l'UDC aux prochaines élections donnera le ton.